

VINCENT BLOCH
Doctorant en sociologie
EHESS

LE SENS DE LA LUTTE

Le projet révolutionnaire cubain avait instauré un dispositif institutionnel, des normes juridiques et un ensemble de droits sociaux dont le but était de créer à Cuba un « homme nouveau », luttant pour le bien commun dans une parfaite symbiose avec les valeurs politiques mises en exergue par le régime. Animé par une conscience révolutionnaire, cet « homme nouveau » était porté par un mode d'intégration et un système de référents sociaux et politiques dont l'effectivité des normes et des valeurs faisait sens pour l'ensemble de la société, sans que celles-ci emportent nécessairement l'adhésion.

D'un côté prévalait un égalitarisme « strict », inscrit notamment dans des normes de consommation stables. De l'autre, la stratégie d'accès à davantage de faveurs passait par l'obtention d'un poste au sein du système politique ou du haut fonctionariat, et à un moindre degré par la voie des qualifications professionnelles socialement valorisées par le gouvernement (santé, éducation). Si l'adhésion publique au régime était la norme pour tous, l'ascension sociale était la récompense d'un « comportement communiste exemplaire », conférant consubstantiellement une lisibilité à la hiérarchie sociale. Enfin, les valeurs exaltées par le régime agissaient aussi comme des référents qui faisaient sens : désignation d'un ennemi, le capitalisme, installation dans une alerte permanente face aux menaces extérieure (les USA) et intérieure (les contre-révolutionnaires), lutte pour l'égalité et la justice sociale, par le communisme.

Or, le tarissement de l'aide soviétique à partir de la fin des années 80 déclenche un effondrement du système économique cubain, à tel point qu'en 1990, Fidel Castro décrète la « période spéciale en temps de paix ». D'une part, l'économie officielle n'est plus en mesure d'assurer l'offre et par conséquent le régime ne garantit plus que de manière précaire les services jadis offerts : alimentation, transports, santé, éducation, emploi. D'autre part, le système économique connaît à partir du début des années 90 une réintroduction partielle de la logique de marché. Les mesures concernent principalement la privatisation d'une partie du secteur agricole, la réouverture de marchés paysans où circulent des biens alimentaires dont le prix est régi par la loi de l'offre et de la demande, et la réautorisation du travail indépendant pour près de 200 métiers. Enfin, le pays s'ouvre aux capitaux étrangers à travers la création d'entreprises en *joint venture* puis totalement aux mains d'actionnaires non cubains, tandis que la possession de dollars est dépénalisée et que sont créés des magasins où sont disponibles en devises des produits non soumis aux pénuries.

Tout ceci bouleverse les habitudes et ouvre une période de réorientation des comportements économiques. Petits trafics et entorses à la légalité socialiste se multiplient, alors que dans le même temps apparaît une autre ressource, l'argent des touristes, dont le nombre avoisine les deux millions annuels à la fin des années 1990. Ainsi, pour beaucoup de Cubains et d'observateurs et analystes étrangers, le pays a connu un bouleversement de fond en comble.

Le propos de cet article sera de s'interroger sur la nature du système de normes en vigueur au sein de la société cubaine. Mon attention portera sur la vision communément admise selon laquelle il existait à Cuba un système de normes qui s'est effondré avec l'instauration de la période spéciale, laissant le régime castriste moribond. J'essaierai au contraire, de montrer à travers la trajectoire biographique d'un Havanaïse de trente ans, comment ces normes peuvent s'accommoder d'une marginalité « délinquante », sans que cette dernière n'en vienne à constituer un facteur de trouble dans la pérennité de l'ordre castriste.

« La rue »

Né à Pinar del Rio en 1970, Juan Diaz a un frère – né en 1966 – et une sœur aînée – née en 1969 –, ainsi que deux frères cadets, nés respectivement en 1972 et 1973. Il n'a pas poursuivi sa scolarité au-delà du noveno grado, considérant, « à 14 ans [que] les études qui [lui] étaient proposées [« technicien »] ne [le] mèneraient à rien, même si [ses] résultats étaient excellents. »

« J'ai été élevé dans la rue, c'est là que se trouve la vie, et je me débrouille seul depuis l'âge de 14 ans, sans être un poids pour ma famille [...] Je ne suis pas éduqué, mais contrairement à beaucoup de gens éduqués, j'ai du tact. » Ses proches mettent unanimement en avant son intelligence, et établissent volontiers un rapport entre cette caractéristique et ses problèmes nerveux. Son ami Leo disait ainsi : « Quand il commence à analyser quelque chose, il s'obsède et devient fou. » Pour sa part, Juan se reconnaît dans un diagnostic informel qui lui avait été fait par un psychologue : « individu agressif, incapable de contrôler ses nerfs ».

Arrivés de Galice et des îles Canaries au milieu du XIX^e siècle, les ancêtres de Juan se sont établis dans l'ouest de Cuba, les uns travaillant comme ouvriers agricoles, les autres réussissant à ouvrir de petits commerces au fil des générations. Avant la Révolution, nombreux étaient les membres de sa famille impliqués dans les jeux clandestins et les petits trafics, et rares étaient ceux qui avaient poursuivi des études au-delà de l'école primaire. Dès les premières années de la Révolution, un de ses oncles, ingénieur, avait émigré à Miami. Le reste de la famille demeurait dans l'ouest de l'île et subsistait grâce à un petit commerce, dont la fermeture, conséquence de « l'offensive révolutionnaire » de 1968, a réorienté les activités de son père et de ses oncles vers le trafic de produits agricoles et les jeux clandestins. La mère, née en 1951, s'occupait exclusivement de l'éducation de ses enfants – dont aucun n'a étudié au-delà de l'âge de scolarisation obligatoire –, les hommes de la famille assurent la survie matérielle du foyer lorsque le père est condamné à trois ans de prison pour vente d'essence au marché noir. Lorsqu'il sort de prison en 1978, il décide d'essayer d'établir les siens à

La Havane, considérant que les activités illicites y sont moins risquées. En 1980, grâce à une *permuta*¹ convenue avec une famille désireuse de quitter la capitale, les Diaz échangent leur appartement de cinq pièces à Pinar del Rio contre une somme d'argent et un deux pièces dans le quartier havanais de Colón.

« Imagine toi les *guajiritos* – paysans – arrivant dans le quartier avec notre accent et nos faces de *guachos* – blancs. C'était bronca – embrouille, bagarre – à chaque instant. Mes petits frères se battaient tout le temps [...] Rapidement on s'est fait notre place, rapidement on a fait des amitiés avec les *chamaquitos* – gamins – du quartier, dont certains avaient du statut : on les respectait parce qu'ils savaient se battre et parce qu'ils étaient *mostruo* – balaise – pour trouver de l'argent. Entre nous, il y avait du respect, de la rectitude, personne n'arnaquait personne : business de viande, de fringues, de quoi que ce soit, des trucs qu'on avait dépouillés ensemble à des mecs [...] Dans l'ensemble, c'était les règles de l'*ambiente* qui faisaient marcher les choses, avec le tact les problèmes étaient évités, mais attention, ça veut pas dire que tu pouvais faire confiance aux gens du quartier, si tu leur tournes le dos, *te clavan* – ils te niquent. »

Un « quartier à problèmes » à La Havane

Avant la Révolution, le quartier de Colón était un des hauts lieux de la prostitution, et sa réputation de quartier dangereux à forte population noire est demeurée la même au fil des années révolutionnaires.

Les immeubles vétustes abritent dans des appartements exigus des familles souvent élargies et monoparentale – pères absents. Tous ces édifices se dégradent constamment depuis quarante ans, et chaque ouragan violent laisse son compte de *derrumbe* – effondrements. Centro Habana et Habana Vieja souffrent également plus que les autres quartiers des *apagones* – coupures de courant – dont la durée est indéterminée, et les ordures s'amassent sur les trottoirs plus que dans les quartiers privilégiés du Vedado ou de Miramar. Centro Habana abrite peu de « choyés du régime » : *pinchos* – membres de la classe dirigeante gravitant autour du parti communiste –, *mayimbes* – membres intermédiaires et supérieurs des Forces armées révolutionnaires – membres du haut fonctionnariat, médecins et professeurs. Au contraire, les habitants sont plutôt des employés, des ouvriers, des petits commerçants – depuis qu'environ 200 « petits métiers » ont été réautorisés au milieu des années 1990 –, et pour une grande part, des gens qui ne travaillent pas – sans emploi dans le secteur économique d'Etat. La plupart des individus luttent au quotidien pour subvenir aux besoins vitaux de leur famille, évoluant dans l'achat-vente de produits au marché noir, s'engageant dans la conduite d'activités professionnelles sans licence, inventant trafics et intermédiations en tout genre. Enfin, dans le *municipio* de Centro Habana, et plus particulièrement dans le quartier de Colón, les individus ne s'engagent guère plus dans les activités révolutionnaires : travail volontaire, assistance aux réunions du CDR, vigilance du quartier. Plus qu'ailleurs, la légalité socialiste est systématiquement violée.

La famille de Juan, composée d'une vingtaine de personnes réparties dans La Havane, est plutôt atypique dans la mesure où tous sont

en désaccord profond avec le régime castriste. D'autre part, elle comprend, à l'instar de la quasi totalité des familles cubaines, des membres partis aux États-Unis, ou des cousines à l'étranger, mariées avec des touristes rencontrés au feu – en se prostituant – sans que le « futur mari » en soit tout à fait conscient. La famille rapprochée de Juan – père et mère, frères et sœurs, nièces et neveux – partage les deux pièces de Colón, à l'exception des deux aînés et leurs enfants, qui vivent dans les *repartos* – la banlieue. Elle fonctionne comme un cercle de solidarité, chacun apportant sa contribution à l'économie domestique.

Le père, né en 1928, joue quotidiennement aux cartes, rapportant ça et là 50 à 200 pesos cubains, sert d'intermédiaire entre *guajiros* et citadins et revend des produits de la campagne (du fromage acheté à 12 pesos la livre, et revendu à 20, du lait en poudre, acheté à 15 pesos la livre, et revendu à 25 pesos), recharge les briquets avec du gaz de cuisine à raison d'1 peso par opération. La sœur travaille dans une usine de conserveries et vole chaque jour quelques boîtes qu'elle revend au marché noir pour 10 à 12 pesos, en sus de son salaire de 180 pesos par mois. Les frères ne travaillent pas et subsistent grâce à tous les trafics de produits comestibles, de matériaux de construction², de cigares ou de drogues qu'ils entretiennent avec les cubains comme avec les touristes. Le frère aîné, Ricardo, passé par la prison pour vol de camion, a connu un train de vie très soutenu en 1995–1996, époque durant laquelle sa compagne se prostituait dans un des plus grands cabarets de La Havane. Avant d'être arrêtée et placée en camp de rééducation au début de l'année 1996, elle ramenait en moyenne près de 1500 dollars par mois. Ricardo vit désormais avec une autre compagne et s'adonne comme ses frères à tout type de trafic. Il reçoit en outre chaque trimestre 100 à 300 dollars que lui envoie la mère de ses enfants, partie en 1993 épouser un quinquagénaire catalan rencontré à La Havane. Les deux frères cadets vont de plus en plus régulièrement au feu, prompts à proposer aux touristes qu'ils pêchent dans les rues l'arsenal de services sur lesquels ils touchent une commission maisons particulières, *paladares* – restaurants particuliers –, taxis clandestins, drogue ou prostituée.

« Trouver un Cubain qui sait faire du commerce, c'est comme chercher de l'eau dans le désert ... Plutôt que de maintenir un business, le cubain va chercher à *meter una jugada* – faire « un coup », et ce qu'il fait en réalité c'est *comer mierda* – gagner quelque chose d'insignifiant. Il voit un billet vert, ça le rend fou, et il oublie qu'il vaut mieux maintenir un business régulier et gagner plus à termes, que de faire un seul bon coup. En plus, le défaut du Cubain, c'est qu'il croit qu'il a tout compris et qu'il est toujours plus intelligent. Regarde tous ces *singados* – « connards » – qui viennent *especular* – frimer – en te racontant qu'ils ont arnaqué un type en lui vendant des cigares pourris, alors que le type se cherche un fournisseur fiable pour ensuite *hacer tremendo negocio* – faire un gros business – parce qu'il a *una tonga de puntos* – une tonne de clients [...]. *Estos chamacos están mareados* – « ces gars sont à côté de la plaque », surtout quand tu vois ce qu'ils font du guano – la tune – tous ces cochons de *camboleros* – fumeurs de crack – il font plein de business de drogue, ils arnaquent les touristes, ils leur font *el cuchillo*³ ou *la paladar*⁴ et parfois ils font 500, 1000 ou 2000 dollars. Et qu'est-ce qu'ils font avec ? Ils s'achètent des chaînes en or, vont dépenser 30 dollars au Floridita – un bar restaurant onéreux de la Vieille

Havane. Mon frère, avec les premiers billets que rapportait sa *jeva* –meuf – il voulait élever des porcs. Pffff. Déjà, il a fallu que ce soit moi qui lui dise que ses petits business c'était de la merde, et qu'il devait se concentrer sur sa force : où qu'il aille, mon frère se trouve toujours une *jeva*. Alors il a convaincu sa *jeva* d'aller au feu et là, il est vraiment devenu un *chulo* – un maquereau – de classe A. Tous les jours, il l'attendait au café en face de la discothèque, il lui donnait 15 dollars pour soudoyer le portier (les cubaines non accompagnées d'un étranger ne pouvaient pas rentrer), 5 dollars pour s'acheter une bière, et des règles à suivre : pas de relations homosexuelles ou à plusieurs, pas de drogués ou de mecs bourrés, une fois pas plus ou c'est 150 dollars, et elle doit être de retour avant 3 heures du matin. Si elle n'arrive pas à accrocher le *yuma*, qu'elle essaie de lui mettre *una multa*⁵ [...] J'avais donc dit à mon frère d'oublier ses réflexes de *guajiro* avec les porcs et d'investir dans son statut et son business : des habits pour la *jeva* et pour lui, que les autres chulos le respectent plus [...] Tout ça marchait bien, mais *apretaron la jugada* et se *perdió la jeva*⁶. [...] « Sème, et tu récolteras ensuite », c'est mon idée et je t'assure qu'ici il faut penser atomique pour *desenvolverse* – s'en sortir. »

« La lutte » : inventer et s'ingénier

De fait, Juan était avant la période spéciale déjà engagé dans diverses intermédiations au sein des espaces économiques cloisonnés du secteur étatique. Il connaissait des administrateurs de bodega – point de vente des biens distribués par le carnet de rationnement –, des employés qui volaient des biens sur leur lieu de travail et des trafiquants en tout genre. Il entre dans tous les *negocios* et *inventos* dont il juge « les risques acceptables. »

En premier lieu, il sait capter des ressources au sein des circuits économiques officiels. Quelque soit le bien produit par une usine ou récolté par un agriculteur, et destiné aux *bodegas*, le gérant de l'usine ou de l'entreprise chargée de distribuer les denrées agricoles donne au livreur un surplus, dont le bénéfice de la vente à l'administrateur de la *bodega* sera partagé entre les deux premiers. Ensuite, l'administrateur de la *bodega* vend son surplus au marché noir à *sobreprecio*. « Avec l'administrateur de la *bodega*, on baptisait le lait avec de l'eau, et on faisait 5 pesos par litre de lait vendu [...] sinon, quand ça vaut la peine, je lui achète ses surplus de fruits de mer, de riz, de *frijoles* et je revends ça avec quelques pesos de bénéfices à mes *puntos*. »

« Je connais tout un tas de gens qui travaillent dans des usines et volent des choses : de la peinture, du carrelage, du bois. La peinture par exemple, le type me vend le pot à 10 dollars et je le revends à 14 [...] les tapissiers cherchent tout le temps du tissu, au funérarium, les employés récupèrent le tissu dans lequel ils ont enveloppé les morts et le revendent : 1, 2, 3 dollars, ça dépend, surtout quand ils n'hésitent pas à t'en proposer un qui a des taches de sang. [...] J'achète du café en grain si un *guajiro* apparaît, une fois j'ai acheté 20 livres à 300 pesos, j'ai rajouté 10 livres de *chicharos* – pois – quand je l'ai torréfié, et après j'ai revendu la livre à 25 pesos ». « La viande de bœuf, c'est très risqué, parce que s'ils t'attrapent avec ça, *es candela* – ça craint. Tu vas en

prison pour plusieurs années sauf si tu as la chance de pouvoir corrompre tout de suite la police. »

Exploitant ses talents manuels et sa facilité à se procurer du bois – au prix très variable –, Juan fabrique de temps à autres des étagères. Depuis 1997, il en a vendu une quinzaine, gagnant 40 à 70 dollars par unité, pour environ quatre jours de travail. « Un des meilleurs business de ma vie, c'est quand j'étais *dependiente* dans une entreprise de construction. C'était un copain qui travaillait là-bas qui m'avait dit qu'ils cherchaient quelqu'un. J'ai vu le gérant et je lui ai donné 100 dollars pour qu'il me choisisse [...] c'est lui qui m'avait dit que « si ça ne tenait qu'à lui, il me donnait le poste, mais le chef. » alors je lui ai dit que si j'avais le travail, je lui serais très reconnaissant et que je lui ferais un cadeau, donc là il a dit « combien tu peux payer ? » et on est tombés d'accord sur 100. [...]. Avec le livreur, on livrait les sacs de plâtre que nous donnait le gérant, on en livrait un pour l'Etat, on en vendait un pour nous, à 20 dollars à des particuliers. On était censés en livrer par exemple 120 comme c'était écrit, mais le gérant nous en vendait 100 en plus. Je donnais 20 dollars de temps en temps au gérant, pour conserver l'amitié, et je me montrais généreux avec les gens qui cherchaient des problèmes [...] celui qui surveillait l'usine, il a commencé à dire qu'il y avait du *negocio por la izquierda* (activités illicites, vols, détournements). Avec mon ami, on l'a invité un soir à sortir, avec la voiture que j'avais pu m'acheter grâce au plâtre, une *lada* à 2 000 dollars. On lui a payé des coups, on lui a trouvé une pute. En deux secondes, j'étais son ami, il me prenait par l'épaule et il ne m'a jamais fait d'ennui. [...] De temps en temps, on avait des réunions de travail, c'était le théâtre, à qui en ferait le plus « et il faut améliorer la productivité, et la tâche que la révolution nous a confié.. » Il y en avait qui vraiment en faisaient trop, et le gérant était vraiment un cochon et un *penco* – un lâche. Il a commencé à avoir peur, même si de toute façon, l'inspecteur fermait les yeux sur les sacs de plâtre faltantes (« manquants », rubrique de la comptabilité interne des entreprises), sur les *inventos* du gérant. Il prenait ses dollars et sûrement quelques sacs en plus aussi [...] Le gérant a commencé à me faire des problèmes parce qu'il avait peur pour lui, et j'ai dû demander la *baja* – demander la fin d'emploi – [...] J'ai fait presque 3000 dollars en un an là-bas, en 1994. »

Juan sert aussi d'intermédiaire dans des trafics plus dangereux. Parce qu'il connaît les meilleurs *jibaros* – dealers –, il achète souvent des paquets de marihuana, à 5 et 10 dollars, parfois une once dont le prix est passé, du fait de la sécheresse, de 25–30 dollars en 1998 à plus de 100 dollars aujourd'hui. Il revend ensuite chaque cigarette entre un et deux dollars, souvent à de jeunes gens qui n'osent pas s'aventurer dans les endroits où la marihuana est la moins chère, où bien à des étrangers rabattus par des *jineteros*. Plus rarement, il achète de la cocaïne (23 à 70 dollars le gramme selon l'état de l'offre) pour fabriquer le crack local – *cambolo* – vendu par caillou de 2 ou 5 dollars. Cependant, quand les *camboles* sont en manque, il leur arrive de céder des habits, des chaînes en or ou tout autre bien pour obtenir les petites pierres tant convoitées.

En outre, si Juan ne va pas au feu, à l'instar de ses frères cadets, il participe au trafic de cigares, particulièrement recherchés par les étrangers de passage. Une boîte de cigares Cohiba Espléndidos vaut par

exemple 383 dollars dans une boutique officielle. Divers employés des fabriques volent les cigares (revendus 25 cents à l'unité), les boîtes (revendues 4-5 dollars), les timbres de garantie (revendus 40 à 70 cents), les autocollants Cohiba – *el huevo* – (revendus 40 à 70 cents), les *cuatro idiomas* – volants qui présentent les cigares à l'intérieur des boîtes – (revendus à 50 cents les 10) et les 500 bagues (revendues 1 à 3 dollars). Les *Julietas* – nom donné aux *Cohiba Espléndidos*, Romeo y Julieta Churchills, H.Upmann Sir Winston... pour leur calibre – fabriqués dans les *chinchales* – fabriques clandestines – coûtent en général 5 à 10 cents de moins, même s'ils peuvent être roulés par un *torcedor* professionnel et fabriqués avec le tabac approprié. Quoi qu'il en soit, une boîte formée à partir des « pièces détachées » coûte entre 12 et 14 dollars, est revendue 18 à 20 dollars aux *jineteros*, et rachetée par les *yumas* à 25, 30, 50, 100 dollars. Dès que l'occasion se présente, Juan fait ses caisses et les garde en réserve pour être prêt à répondre immédiatement à la demande. Ce sont quelques centaines de dollars qu'il récolte ainsi dans l'année, notamment grâce aux ventes effectuées à l'étranger par son beau frère et le parrain de son fils, lesquels vivent respectivement en Italie et en France.

Enfin, dans Colón abondent les jeux clandestins : la *bolita*⁷, le *tripar*⁸, les dominos ou les échecs avec enjeu, les paris sur le baseball⁹, ou encore pour les enfants les combats de poissons *peleadores* ou les paris sur les plaques d'immatriculation des voitures et des motos. Très doué pour le jeu, Juan gagne parfois plusieurs centaines de pesos, mais connaît tout aussi bien des périodes de *saladera* – malchance.

A travers ce dernier aspect, on touche à un étiquetage pratiqué par les différents groupes sociaux – y compris la gente de Colón – selon lequel Colón est un quartier *ambientoso*. Les jeux clandestins finissent parfois en bagarre, en général après que l'un des joueurs ait accusé un autre de tricher. Braquages, *arrebato de cadena* – arrachage de chaîne – et arnaques ont lieu de temps à autres, surtout quand approchent des fêtes onéreuses (Noël et Jour de l'An) ou si des *gil* constituent des proies trop tentantes. « Une fois, des *guajiros* sont venus à La Havane pour changer 50 000 pesos en dollars. Un cousin me les avait présentés. Je les ai rabattus à mes amis de Colón, qui à 5 les ont braqués avec leurs gafas – « lunettes » : couteau. Les *guajiros* se sont enfuis [...] mais dans le groupe de mes amis, il y en avait un avec qui on est plus du tout amis maintenant, qui est un fils de pute. Les autres ont mis plus de temps à comprendre, mais à moi, sur cette *jugada*, il m'a donné 1500 pesos! Et c'est moi qui avait rabattu les *guajiros*! »

Les stratégies de « lutte »

La lutte de Juan éclaire à bien des égards les processus sociaux et les logiques d'action qui sous tendent l'expérience révolutionnaire de la période spéciale. Les pratiques de « délinquant » de Juan, apprises d'une part à travers sa culture familiale, et d'autre part à travers le groupe de cohabitation avec lequel il a partagé son adolescence, le placent dans une position avantageuse au sein de la société appauvrie de la période spéciale. Les pénuries ont installé la population dans une paupérisation généralisée, alors que la réautorisation partielle d'activités économiques

privées, la dépénalisation de la possession de dollars et l'explosion du tourisme redéfinissent paradoxalement la période spéciale comme espace de ressources. Avant 1990, l'irrationalité de l'allocation des ressources et les pénuries récurrentes, conjuguées à des besoins et désirs de consommation différenciés, induisaient des domaines de coopération entre individus, familles et groupes sociaux. Ils incluaient des échanges de biens, de services et d'informations relatives à l'offre présente au sein des divers canaux de consommation. Mais ils pouvaient s'accommoder d'un ensemble de transgressions contenues dans une obtention mutuelle de bénéfices. Vols et détournements de biens appartenant à l'Etat et activités liées au marché noir émanent d'individus et de groupes aptes à capter des ressources au sein d'un espace économique cloisonné et impersonnel. Plus que jamais, c'est cette capacité d'intermédiation, cette connaissance des « arrangements » institutionnalisés et le contact avec les agents actifs de la « seconde économie », qui font de cette « culture de la rue » dont Juan est emblématique, un capital biographique essentiel dans les stratégies économiques prévalant sous la période spéciale.

En second lieu, Juan est engagé dans une lutte devenue la dimension centrale de l'expérience sociale. A travers le vol et le détournement de biens appartenant à l'Etat, les divers trafics et activités liées au marché noir, l'activité privée avec ou sans licence, l'exploitation de ressources accumulées par le passé, la satisfaction des besoins des touristes, chacun invente le moyen de subsister. On lutte, on invente, on s'arrange, on s'en sort. Fluide et chaotique, cette lutte « au coup par coup » requiert du temps libre et repose sur les capacités d'intermédiation. Aussi, fort de cette logique, Juan concentre ses recherches sur un emploi dans le secteur dollarisé de l'économie : « ici, ces emplois, tu les obtiens au mérite révolutionnaire, ou, et surtout, *con palanca* – avec un levier – : un « piston » [...] je cherche des contacts dans les hôtels et tout, mais *no es fácil*¹⁰. » Les individus s'orientent vers des activités privées sans perdre tout contact avec les emplois du secteur économique d'Etat, synonymes d'avantages sociaux, aussi maigres soient ils. Par là même, l'engouement stratégique se porte avant tout sur les emplois des secteurs dollarisés de l'économie, au premier rang desquels le tourisme. D'une part, les salaires y sont plus élevés et payés pour partie en dollars, des avantages en nature sont versés, et les employés obtiennent souvent des pourboires. D'autre part, ce secteur offre à ses employés la possibilité de jouer un rôle d'intermédiation entre les touristes et les agents de l'économie illégale. Plus encore, les touristes eux mêmes participent de ces imbrications en étant susceptibles de délivrer une lettre d'invitation, formalité administrative soumise à l'approbation des autorités et conditionnant l'objectif ultime de Juan et de l'écrasante majorité des havanais : la sortie du territoire.

Marqueurs sociaux

En troisième lieu, Juan jouit d'un niveau de vie bien plus aisé que la majorité des Cubains, tout à la fois grâce à ses activités lucratives et du fait qu'il se procure beaucoup de biens de consommation par ses circuits. Dans sa famille, on mange de la viande plusieurs fois par semaine – achetée au marché noir à 35 pesos la livre, alors qu'elle vaut plus du

double dans les *tiendas* – et des fruits de mer ou du poisson régulièrement (25 pesos la livre de crevettes, 10 pesos la livre de calamars, 15–20 pesos la livre de mérrou, avec l'employé de la poissonnerie ou le *bodeguero*). On consomme également beaucoup de fruits et légumes, achetés dans les *agropecuarios* : tomates, concombres à 3-5 pesos la livre, choux à 2-3 pesos la pièce, oignons à 8-10 pesos la livre, goyaves à 4–6 pesos la livre. On ne manque jamais de café, de rhum (60 pesos la bouteille), de savon (45 cents dans les *tiendas*, 8–10 pesos au marché noir). De plus, Juan s'achète des vêtements de qualité, parfois des imitations de grandes marques (Nike, Adidas), qui apparaissent de temps à autres dans la rue, volés dans les *tiendas* ou bradés pour des sommes dérisoires par des individus pris dans l'urgence ou des *camboleros* en manque. Juan va souvent au cinéma (2 pesos l'entrée) et se restaure régulièrement dans les cafétérias (5–7 pesos la pizza, 3 pesos le *batido* de fruits, 1 peso le café). Il se déplace habituellement en *guagua* – bus – ou en *camello* (40 centavos de peso) – camion remorqué transformé en moyen de transport pouvant contenir jusqu'à 400 personnes – mais n'hésite jamais à monter dans un *carro de diez pesos* chaque fois que cela s'avère nécessaire ou plus commode. Il s'autorise parfois des sorties dans des discothèques bon marché (2–3 dollars l'entrée) ainsi que la compagnie d'une prostituée (4-5 dollars dans différents endroits, pour un Cubain), et fume pour environ 40 dollars de marijuana par mois.

La continuité d'une vie au jour le jour s'accompagne ainsi d'une différenciation sociale introduisant une nouvelle échelle dans le sentiment de perte d'un système historiquement homogène. L'accessibilité au dollar établit dorénavant des frontières dans les expériences de consommation, d'autant plus que se sont ouvertes de nombreuses *tiendas* où existe une offre « abondante » non soumise aux pénuries et payable en dollars uniquement. L'écrasante majorité de la population subit les dégradations de tout ordre liées à la rupture du principal canal d'approvisionnement (la libreta), et est réduite à vivre quotidiennement au rythme d'attentes et de quêtes incertaines. A divers degrés, les autres, comme Juan, peuvent satisfaire des besoins de consommation immédiats et distinctifs, alors que parallèlement aux modes de consommation mis en évidence par les touristes, le régime tolère maintenant un certain éclectisme des goûts vestimentaires et culturels. En outre, ceux qui faisaient figure de choyés du régime, comme les médecins et les enseignants, subissent un déclassement. Dans le même temps, les agents actifs de la « seconde économie » – qu'il s'agisse du portier d'un hôtel, d'un chauffeur de taxi privé, d'une prostituée ou d'un pompiste – jouissent d'un niveau de vie plus élevé.

La normalité des transgressions

Au regard des lois et du système institutionnel cubain, la pérennité des activités de Juan est hautement improbable. Dès 1960, Fidel Castro a en effet créé un système de surveillance orwellien. Constitués à l'échelle des *cuadras* – pâtés de maison –, les Comités de défense de la révolution représentent la courroie de transmission des directives révolutionnaires, organisant le travail volontaire, les grandes mobilisations – marches,

défilés, tribunes ouvertes –, l'entretien et la vigilance de la *cuadra*. Chacun est chargé d'observer ses voisins, dans le but de déjouer tout acte contre-révolutionnaire, qu'il s'agisse d'une action politique au sens libéral du terme, ou d'une violation des lois économiques, menace pour la cohésion d'un peuple qui est la cible des États-Unis, et en ce sens, action politique contre-révolutionnaire. Outre le président du CDR, un informateur – *el de vigilancia* – est chargé de rendre compte au chef de zone de ce qu'il a observé et de ce que *la sin hueso* – la langue – a rapporté au cours des assemblées et réunions. En outre, la Sécurité de l'État et le Département technique d'investigation disposent d'informateurs – *chivatones* ou *gallos tapados* – dans tous les groupes, cercles sociaux et secteurs d'activités. Ensuite, la loi sur la dangerosité permet d'interner toute personne dont l'inclination spéciale à commettre des délits est démontrée par une conduite en contradiction manifeste avec les normes socialistes. La constitution cubaine proclame que le travail est un droit, un devoir et un motif d'honneur pour le citoyen cubain. Les individus *vagos* – paresseux, inactifs – peuvent donc être frappés par cette loi, d'autant plus s'ils ne participent pas un minimum aux programmes révolutionnaires. Enfin, la violation des lois relatives à la protection de l'économie nationale et à la propriété sociale des moyens de production est lourdement sanctionnée par un arsenal de dispositions juridiques qui prévoit pour ces délits de fortes amendes et des peines de prison.

Or, à tous les égards, Juan est fortement stigmatisé : il ne travaille pas, ne participe pas aux programmes révolutionnaires, s'affiche avec des délinquants, achète et vend des produits au marché noir – notamment aux habitants du quartier – et présente des signes extérieurs de richesse largement incompatibles avec son statut social. Mais la plupart des transgressions sont inscrites dans une obtention mutuelle de bénéfices, car si par exemple le poulet disparaissait du marché noir, il faudrait l'acheter 2 fois plus cher à la *tienda*, tout comme le café (6 dollars la livre), le fromage (8 dollars la livre)... La lutte des uns facilite celle des autres. En outre, personne à Cuba ne vit de son salaire, 175 pesos par mois en moyenne, 500 à 750 pesos pour un médecin ou un enseignant, plus de 800 pesos pour un policier de la rue – un *azulero* – et 100 dollars pour certains employés des corporations¹¹. La *libreta*, quant à elle, fournit de quoi manger une semaine – en se passant de protéines –, alors qu'un litre d'huile coûte 1.90 (2,90 en 1995, 2,40 en 1998), que les vêtements sont à la charge des citoyens et que le système de santé est devenu très précaire. Tous sont donc réduits à lutter et s'apparentent à des délinquants, au sens castriste du terme.

« Fidel a fait une génération de voleurs. [...] Est-ce que tu crois qu'un homme qui vit les mêmes nécessités que toi et les mêmes souffrances que toi voit d'un mauvais œil que tu nourrisses ta famille ? Est-ce que tu crois qu'il pense que tu mérites huit ans de prison parce que tu vends de la viande ? Est-ce que tu crois qu'il va croire qu'il faut dénoncer tout ça alors que nos dirigeants sont les plus grands voleurs du pays ? Frappe chez un membre du parti communiste à l'heure du dîner. Tu vas attendre le temps qu'ils cachent dans l'armoire le poulet qu'ils sont en train de manger en famille. »

Les Havanais ont la réputation d'être les moins révolutionnaires de toute l'île, les plus enclins à se plaindre, alors que les conditions de vie y

sont moins difficiles qu'à la campagne – la *libreta* offre davantage dans la capitale, par exemple. Dans Colón, la prolifération des trafics et la prégnance des codes d'honneur, *d'ambiente*, expliquent pour une part la bienveillance des voisins à l'égard d'individus à qui le système économique et social n'a laissé que la lutte comme alternative. Juan est très bien informé des activités des gens du quartier, et souvent, lorsqu'il demande à l'un d'eux où il peut se procurer un produit quelconque, on l'envoie à une adresse où il se présente comme un ami de *fulano* (celui qui l'a envoyé). « Tu sais, dans le quartier, je ne connais personne qui n'ait pas ses business. La *gorda*, à côté, elle vend du café et des fruits qu'on lui amène de la campagne. *El pelón*, on vient même de San Miguel lui acheter la peinture qu'il vole à Eusebio Leal¹². La *china*, de la terrasse, elle loue sa chambre à des *guajiros* de passage, Carlito, en bas, il a un alambic chez lui, même s'il vend plus d'eau que de rhum [...] Les deux petites au coin, elles sont *jineteras* et les deux gros *camboleros* d'en face, c'est leurs chulos [...] Robertico, il a trois extensions de téléphone¹³ et ses fils, c'est les pires *jineteros* du quartier [...] Comme tu sais, Osvaldo, il vend des *refrescos* et des glaces, Cuqui des sandwichs dégueulasses [...] *El regi*, toutes les nuits il va *botear* – faire le bateau, faire le taxi clandestin – avec sa lada [...] Yuri, il a chez lui deux télévisions, deux magnétoscopes, une chaîne *empingada* – super – l'air conditionné et pourtant, quand tu es dans la marine marchandée, c'est pour l'Etat que tu commerces, pas pour toi [...] Ici, il vaut mieux toujours éviter les problèmes, toujours s'entendre, trouver un arrangement, sinon t'auras des problèmes, n'importe qui a les moyens de te faire une *cochinada* – une cochonnerie. [...] Et de toute façon, l'envie, l'envie des gens c'est ce qui te menace tout le temps, les gens *te echan pa'lante* – dénoncent – par envie, parce que ce sont des *cochinos* [...] Ici, tu es dans un bois, Fidel nous a mis dans un bois en nous *apretando la jugada* (« serrant le jeu ») : tu es obligé de sortir de ta cachette, c'est dangereux et les gens cachés te menacent, mais si tu ne bondis pas sur les proies, tu ne t'en sortiras jamais. »

Juan évoque donc un intérêt bien compris à garder le silence, un équilibre des menaces, déjà évoqué par Alfredo Barrera Lordi, un informateur d'Oscar Lewis¹⁴. Celui-ci racontait comment un de ses voisins, menaçant de dénoncer ses activités liées au marché noir, s'était tout de suite ravisé lorsque Lordi lui avait fait savoir qu'il connaissait son passé de fumeur de marijuana. Ce dont parle Juan s'apparente à un équilibre des transgressions : puisque la connaissance mutuelle des identités sociales réelles prévaut au sein des groupes, les termes des arrangements sont englobés dans un équilibre des stigmates et doivent satisfaire toutes les parties. Car la réorientation des comportements économiques, inscrite dans la marginalité, en est venue à constituer la norme. L'équilibre des stigmates qui existait dans les petits cercles sociaux s'établit cette fois à l'échelle du voisinage, du quartier et du lieu de travail. Les micros arrangements qui dans la période précédente structuraient le détournement et le vol de biens appartenant à l'État, sont devenus les bases organisationnelles du fonctionnement interne des entreprises. Aux niveaux inférieurs de la hiérarchie, les employés s'arrangent en sachant que le gérant appartient à un cercle de réciprocité

*sociolista*¹⁵ et qu'il fait bénéficier ses *socios* de ses détournements, autant que lui-même peut obtenir des faveurs de leur part.

« Même les *jineteras*, les gens ne les voient plus d'un mauvais œil. Qu'est-ce que tu fais ? Moi je suis *jinetera*. Ah O.K. et voilà, c'est comme ça. Par contre, y'a des choses dont il faut vraiment se méfier, c'est la drogue, ça, Fidel ne te le pardonne pas, et même si les gens du quartier se doutent, les fumeurs et les *camboleros se arrebatan* – se défoncent – discrètement. »

La fluidité des arrangements

Le cas de Juan est donc extrême de par l'intensité de sa lutte, son implication dans des activités « délinquantes » classiques et surtout son statut pénal. Lorsque j'ai connu Juan, en juin 1996, un de ses voisins me disait qu'il s'était évadé de prison, après avoir été condamné à une peine de cinq ans de réclusion pour avoir été surpris par la police en flagrant délit de vente de cocaïne. « Un soir, j'avais un flingue que m'avait prêté Cachao, je l'ai pointé sur une caissière dans une *tienda* en lui demandant de me donner l'argent qu'il y avait dans la caisse [...] La *fiana* – la voiture des policiers – est arrivée, ils m'ont arrêté et ils m'ont emmené dans un centre d'interrogatoire du DTI. Au bout de 24 heures, ils m'ont transféré à la prison de Valle Grande [...] avec l'argent de côté que j'avais, j'ai payé 800 dollars à l'avocat, qui après, je sais pas comment, s'est arrangé avec le juge et j'ai eu seulement six ans. [...] Une fois à Valle Grande, je suis resté cinq mois, le temps d'arranger quelque chose avec deux gardiens. Pour 800 dollars, il a organisé mon évasion, j'imagine en s'arrangeant aussi avec ses supérieurs. Un jour, ils sont venus me chercher et m'ont mis à l'infirmerie pour quelques jours, et de là, ils m'ont « déguisé », mis dans une voiture et voilà. [...] Après, grâce à un contact, j'ai pu repayer 600 dollars pour qu'un fonctionnaire du système informatique central efface mes antécédents pénaux et me refasse une carte d'identité¹⁶ ».

Juan est resté sans papiers pendant deux mois, entre mai et juillet 1996, mais dès qu'il a eu sa nouvelle carte d'identité, les contrôles de police s'effectuaient sans problèmes. Il montrait toujours son titre d'employé de l'usine de plâtre, ce qui ne faisait pas de lui un *vago*, et, ajouté au fait qu'il soit blanc, dissuadait les policiers de demander par talkie-walkie un contrôle informatique.

« Un jour, vers mai 1997, *me tiraron por la planta* – ils ont vérifié avec les talkie-walkie –, et *là pinga* – putain – *salió* – est sorti – un avis d'évasion de Valle Grande. Ces *singados* – enculés – m'ont dénoncé après m'avoir fait évadé. Je me suis retrouvé dans une *unidad* – commissariat – au fin fond de Marianao, ma sœur est venue apporter l'ordre de libération que j'avais eu avec le mec du fichier central, mais il était antérieur à l'avis d'évasion. [...] ça c'était un vendredi, et le bus pour Valle Grande venait de partir, et y'en avait pas avant le lundi matin [...] C'est un autre flic qui a pris son tour le lundi matin, et comme par miracle, la première chose qu'il a vu, c'est l'ordre de libération. Il a pas cherché plus loin, et je me suis barré. Il a pas vu l'avis d'évasion ! »

L'incertitude permanente

Depuis, Juan vit dans l'angoisse des contrôles, et se déplace avec la carte d'identité de son frère cadet, qui par chance, lui ressemble énormément. Pourtant, comme ce dernier est souvent au feu, il a grand besoin de ses papiers d'identité, et Juan se déplace à de nombreuses occasions *indocumentado*. « Heureusement que je suis blanc et que ces pédés de *palestinos* – cubains originaires des provinces orientales – contrôlent surtout les noirs [...] Personne pratiquement dans le quartier ne sait pour mon problème de la prison, ni même que je me suis évadé. [...] Je paierais n'importe quelle somme pour que ce problème soit réglé. Tu ne peux pas savoir combien je suis stressé à cause de ça : six ans plus deux ans pour l'évasion, imagine toi. »

En outre, entre mai 1996 et janvier 1999, Juan a été interné six fois, pour des durées respectives de deux et six mois. Sa sœur aînée : « Il a fallu l'emmener à l'hôpital, il devenait trop nerveux, agressif, il se battait dans la rue avec n'importe qui. La marijuana lui fait beaucoup de mal, surtout quand il commence à ne plus se reposer du tout, à être entre mille choses chaque jour, en sortant en plus toute la nuit [...] On l'a passé noir, noir. »

« Par chance, j'ai jamais été à Mazorra [le plus grand et le plus redouté des « centres » psychiatriques de La Havane] parce que là-bas ils vérifient tes antécédents pénaux et ça aurait été *candela*. [...] La deuxième fois, c'était pire que tout : ils me donnaient des pastilles qui me rendaient *mongo* (« mongolien »). J'étais dans les nuages toute la journée. Et les médecins ne parlent pas avec toi, quand tu commences à parler un peu, au bout de 5 minutes, ils te disent « d'accord », et ils continuent à te donner encore plus de pilules. De toutes façon, *lo que ganan es una mierda* – leur salaire c'est de la merde –, ils viennent de l'autre bout de La Havane *en camello* pour travailler, et ils ont d'abord leurs problèmes. [...] Tu sais, le jour où je suis tombé du balcon du deuxième étage, dans l'hôpital, je ne suis pas tombé.. J'en pouvais plus. C'est un miracle que je sois en vie et que je n'ai pas perdu mon bras [...] Dans ce pays, les traitements humains ou plus avancés n'existent pas. S'ils pouvaient, je ne sais pas moi, par exemple nous traiter par la psychanalyse. »

Juan perpétue donc au jour le jour ses activités de lutte, dans l'angoisse d'être arrêté ou qu'une nouvelle crise provoque son internement. « Dans le quartier, on sait à peu près qui est *seguroso*, qui est du DTI, qui est *chiva*, mais en réalité tu ne sais jamais, il faut se méfier. L'autre jour, le président du CDR est venu me voir pour me dire que je devais arrêter de faire mes étagères. Qui m'a balancé ? J'en sais rien [...] en même temps, tous ces gens qui te disent que la Sécurité de l'Etat sait tout, à quelle heure *te suce ta jeva* et le rythme de tes pulsations cardiaques, si c'était comme ça, je serais à Valle Grande. »

Un exemple significatif de l'ignorance des uns et des autres quant à l'identité des membres de la Sécurité de l'État disséminés dans les quartiers est le cas du propre voisin de pallier de Juan, – « laisse tomber, un fou qui vivait que pour le rhum et la fête » –, parti illégalement pour le Canada, et qui appartenait à la Sécurité de l'État.

En fait, Juan, à l'instar des lutteurs, poursuit ses activités en prenant acte de l'équilibre des stigmates et du système de coopération qui prévaut à l'échelle des groupes sociaux, et maintient une conformité apparente, ne critiquant jamais publiquement la Révolution et ses leaders. Pourtant, à l'image de son frère aîné qui en 1996 pensait que « la prostitution de luxe » était un pilier inamovible du tourisme, et que rien ne présageait d'un brusque arrêt de ses activités, Juan et les lutteurs sont suspendus aux orientations révolutionnaires et soumis aux changements soudains des lois et directives décidées au sommet de l'Etat. D'une part, les lois sont en effet sujettes à de perpétuels changements tandis que d'autres sont créées à un rythme effréné. À titre d'exemple, les petits métiers (plombier, réparateur...) ont été autorisés jusqu'en 1968, date à laquelle l'offensive révolutionnaire a décrété qu'ils constituaient un nid de *gusanos*. Ré-autorisés à partir de la fin des années 1970, au même titre que les marchés libres paysans et les marchés artisanaux, ils ont été à nouveau sabrés à l'occasion du « processus de rectification des erreurs et tendances négatives », engagé en 1986. Enfin, ils ont été remis en place au milieu des années 1990. Les règles du jeu ne sont jamais établies et ont connu de perpétuels changements tout au long de la Révolution. Ceci correspond à une mise en mouvement permanente émanant de la volonté confuse des dirigeants, de la nécessaire prise en compte des aléas historiques et sociologiques, et des aménagements économiques et juridiques permettant aux groupes sociaux de maintenir des activités stratégiques. Sans quoi, sans espoir aucun, ces groupes seraient susceptibles de verser dans l'opposition politique.

Les contraintes de justification

L'idéologie castriste proclame que le cheminement de l'indépendance et de l'égalité est la nécessité historique incarnée en la personne de Fidel Castro. De cette filiation découle un égalitarisme et une volonté de construire un idéal de société politique. Ainsi, l'égalitarisme est un acquis menacé par un péril extérieur, les USA, et un ennemi intérieur, le *gusanismo*. La société révolutionnaire est par conséquent installée dans une alerte permanente sous-tendue par un imaginaire « guérillistique ». L'homme nouveau se réfère à des valeurs « nouvelles » : le volontarisme, le sacrifice et la loyauté. Il est entraîné au combat, consciencieusement discipliné et son esprit de lutte le conduit à la plus haute vigilance. Il doit dénoncer auprès des instances de surveillance populaires ou judiciaires tout manquement aux normes de langage et de comportement révolutionnaires.

« Toute cette *muela* – palabre – communiste, toutes ces conneries de Fidel sur la morale etc. ont réussi à ce que les gens se sentent coupables. De quoi, j'en sais rien, c'est juste le sentiment qui, même dans un tout petit coin de ta tête, même de temps en temps, ne disparaît jamais totalement [...] Moi, je ne suis pas éduqué, je suis de la rue, mais je traite avec respect et décence tous les gens qui marquent les mêmes égards [...] Regarde ces *camboleros*, c'est des cochons dans tous les sens du mot, ils s'arnaquent entre eux par exemple. Moi je suis droit dans ce sens là, et j'ai jamais balancé personne, je ne mets pas les flics dans mes embrouilles personnelles. Je suis un homme. »

Juan évoque parfaitement, en parlant de « culpabilité » et en exposant sa forme de « droiture », la contrainte de justification à laquelle les individus sont soumis. La propagande affirme que l'État fournit à chacun tout ce dont il a besoin pour vivre dignement. La réalité étant tout autre, et l'activité économique privée extrêmement limitée, la lutte est un viol des lois socialistes. La fiction politique, par la médiation du système de surveillance mutuelle, engendre des normes de comportement public qui sous tendent un principe de réalité essentiel : la lutte et les arrangements privés, normes de comportement privé, ne sauraient trouver de formulation publique. Leur continuité dépend du respect des normes d'adhésion publique à la Révolution. En effet, le pouvoir d'achat conféré par les salaires fait du simple fait de disposer de produits d'hygiène, de nourriture et d'habits en quantité relative, un stigmate traduisant une déficience quant au respect des lois régissant les activités économiques. À un premier niveau, on parle donc *le teke* en public, c'est-à-dire avec tout inconnu dont on ignore l'identité sociale. Toutes les réunions (CDR, CTC, FMC...) consistent en une mise en scène tacite et collective des faux-semblants. En satisfaisant toutes les normes de langage révolutionnaire, on appuie politiquement la Révolution et ses leaders. « Ici tout est double, à commencer par la double morale : faire une chose et dire le contraire, dire une chose et faire le contraire ». Le terme de double morale a été forgé par la propagande, qualification qui traduit mal une expérience individuelle de la vie collective confrontée à des moments de vide ou d'impossibilité.

Les labyrinthes de l'individu

« Dans la rue, il y a un proverbe, Fidel disait *el que no trabaja no come* – celui qui ne travaille pas ne mange pas –, nous, on dit *el que trabaja no come* – celui qui travaille ne mange pas. Fidel a fait de nous des voleurs, et à nous, les jeunes, il nous a volé notre jeunesse. Moi je lutte pour ma famille, mon rêve, ce serait que mes parents mangent de la viande tous les jours, que mon père arrête de se fatiguer comme ça, que je puisse lui louer une maison à la plage pour quinze jours avec une pute [...] Et moi je suis jeune, quand est-ce que je vais m'amuser sinon maintenant ? Je suis comme tous les jeunes, je veux m'amuser, sortir en discothèque, *joder* ("déconner"), fumer, boire. Et ça les adultes, enfin tu vois ce que je veux dire quand je dis les adultes, en général ils ne comprennent pas et tu peux pas leur dire. [...] Ma famille sait que je fume, mais évidemment pas que je deale de temps en temps, et encore moins du crack [...] Si mon beau-père savait que j'ai fumé dans ma vie, je ne mettrais plus les pieds chez lui. [...] Tu sais, Leo, *sa jeva*, il la met au feu de temps en temps, après ils partent au *campismo*, s'achètent des fringues, mais c'est pareil, la plupart des gens du *solar*, même s'ils s'en doutent, ne savent pas qu'elle est *jinetera* à l'occasion [...] Tu peux pas tout dire, même à certains amis [...] Tu sais, Alicia, quand je lui ai dit que je coupais le lait avec le *bodeguero*, elle s'est fâchée en me disant qu'après c'était sa fille qui allait le boire. [...] Alors finalement comment les gens inventent, d'où ils sortent l'argent, est-ce qu'ils sont protégés, tu le sais seulement jusqu'à un certain point, vu que toi-même tu ne peux dire les choses que jusqu'à un certain point. »

La contrainte matérielle inscrit les activités de débrouille dans une lutte pour les siens et détermine une prééminence de la logique stratégique. Ensuite, les salaires dérisoires versés aux individus, les restrictions qui pèsent sur l'activité privée et l'illégitimité de la répartition actuelle des richesses justifient un viol de la légalité socialiste. Celui-ci est ancré dans une conception du bon droit, dans sa tension avec le droit. Mais même à des fins de lutte, la nature du viol de la légalité socialiste est soumise à une contrainte de justification, cette fois à l'intérieur même des petits cercles sociaux et des milieux intimes. Des jugements moraux ou éthiques, dont l'hétérogénéité persiste malgré l'engagement de tous dans une quête transgressive de consommation, structurent la recherche de critères de justice. Or les modalités de la lutte sont inscrites dans un tiraillement entre des logiques contradictoires soumises à des contraintes matérielles, morales et idéologiques elles-mêmes souvent confuses. La contrainte d'incohérence qui en résulte correspond à l'impossibilité de formuler un idéal moral normant sa propre transposition sur les situations. Non seulement au sein des petits cercles sociaux les uns et les autres s'accordent à argumenter en fonction d'une casuistique inspirée de la logique du moindre mal, mais c'est la construction même de critères de litige dont la validité n'est jamais acquise qui est soumise à des contraintes qui rendent impossible sa transparence. Celle-ci constitue un risque énorme, puisque d'une part, la teneur de certaines conduites transgressives est tout simplement indicible, et d'autre part, la formulation politique d'un écart légal suppose une confiance totale envers ses interlocuteurs. Le maintien de discours éthiques ou moraux ne peut que se combiner avec des dissimulations et l'instauration de faux-semblants à divers niveaux des espaces privés.

"Je ne suis pas cultivé, mais l'esprit de lutte, je l'ai [...] Mon père, c'est un lutteur, tu ne peux pas savoir, il n'arrête jamais [...] Il est comme le Che, sauf qu'il n'a jamais été communiste."

Cette figure du lutteur sachant se départir de l'adversité par son mordant et sa volonté est ce qui demeure dans la totalisation subjective des uns et des autres. Elle transcende la morale, l'éthique, la fierté et l'honneur. Mais encore une fois, elle est directement liée à la contrainte de justification qui pèse sur l'expérience individuelle de la vie collective. L'expérience sociale de la période spéciale est renvoyée à cette lutte, formulation polysémique au service de discours élastiques et d'usages fluctuants, permettant de lier des registres hétérogènes.

L'incertitude, l'illisibilité de la réalité sociale et la contrainte d'incohérence qui pèse sur les activités réflexives d'individus et de groupes projetés dans une fiction, renvoient à la lutte dont le sens est indéterminable, collectivement comme individuellement. La lutte est en cela tout à la fois l'incorporation dans une expérience collective dont l'absence de sens est devenue désirable, voire préférable, et une médiation constante entre les fictions politiques, morales et éthiques, et la réalité sans cesse plus fictive, dans la mesure où elle se dissout dans le discours.

Les registres de la propagande

« Finalement, si je dois trouver une caractéristique à *este singado pais*, c'est la tranquillité, ici, entre parenthèses, tu peux te promener n'importe où à n'importe quelle heure, sauf évidemment si tu as dix chaînes autour du cou et des billets qui dépassent de partout [...] Il n'y a pas de mauvais mauvais, juste des *pícaros* [...] Au moins je peux laisser mon fils sans surveillance pendant quelques instants sans craindre qu'on lui fasse du mal. » A l'instar de beaucoup de cubains, Juan oppose la sécurité dont jouissent les Cubains à la violence et au danger qui règneraient de par le monde. Cette vision du chaos à l'échelle internationale a été forgée et sans cesse alimentée par les médias gouvernementaux en situation de monopole, puis relayée par radio *bemba* – le téléphone arabe, les ragots. D'une part, la déconnexion entre le fonctionnement social et les critères de mérite mis en exergue par le régime est trop conflictuelle et ne saurait trouver formulation publique. D'autre part, le grand écart permanent entre la rhétorique communiste et les aléas de la politique gouvernementale enlève à la propagande révolutionnaire la possibilité de continuer à projeter la société dans l'idéal qu'elle poursuit. Par là même, Fidel Castro est lui aussi pris dans une contrainte de justification. Pour contraindre les acteurs à une normalisation de leurs comportements, il doit opérer une entreprise de cohérence et produire un discours politique pertinent. Le discours castriste lie l'expérience de la période spéciale à la chute de l'empire soviétique, mené à sa perte par son propre « socialisme réel », « économiste et bureaucratique ». La propagande d'État phagocyte les changements socio-économiques des années 1990 pour les présenter comme un retour vers le « socialisme humaniste martien » – de José Martí. Les réformes économiques s'inscriraient dans « l'abandon du monopole étatique » et « la promotion de l'initiative populaire », autant qu'elles auraient accru « la propriété sociale des moyens de production. » Notamment à travers les ex-pays communistes, aujourd'hui en proie au « chaos » sous l'autorité de gouvernements « corrompus » voire « maffieux », le discours castriste reformule les enjeux du monde contemporain. Une domination des pays du Nord sur ceux du Sud, et de la « logique libérale » sur « des exploités de plus en plus nombreux », place la Révolution cubaine sur le même axe qu'un « front anti-libéral » comprenant aussi bien Jean-Paul II que l'Armée zapatiste de libération nationale ou Greenpeace. En quelque sorte, les cubains vivent déjà la « désillusion démocratique » sans avoir connu la démocratie. Plus que jamais, la Révolution serait alors installée dans une lutte pour la sauvegarde de ses acquis, mis à mal par la nécessité de sauver le pays de la banqueroute et par suite d'un régime inique. Aussi l'héroïsme se mesure-t-il à l'aune de la contribution économique à l'effort commun : les employés des secteurs liés au tourisme et à l'exportation perçoivent donc des faveurs légitimes.

Plus encore, la propagande révolutionnaire a forgé l'histoire de Cuba à l'image d'un peuple en lutte pour l'indépendance nationale, l'égalité et la justice sociale. Ces conquêtes, toujours frustrées par une puissance étrangère, l'Espagne puis les Etats-Unis, et mises à bas par des dictateurs corrompus – Batista – à la solde de l'impérialisme américain,

se seraient enfin trouvées garanties grâce à la Révolution. À tel point que la « cubanité » elle-même se confondrait avec ces valeurs. « Les Américains aiment dominer et avoir le pouvoir, c'est dans leur nature, ils sont comme ça et ils veulent Cuba, c'est trop près de chez eux. » Persuadés que les américains veulent s'approprier l'île ou du moins imposer leurs intérêts à la patrie, les Cubains redoutent au plus haut point la fin de l'ère Castro. L'ambiguïté plane également autour du rôle des Cubains américains – dont les plus radicaux sont officiellement dénommés « mafia terroriste de Miami » – que l'on imagine volontiers enclins à réclamer les biens qui leur ont été confisqués par la Révolution, voire à réimposer l'Ancien Régime, symbole d'iniquités, d'inégalités et de renoncement patriotique. Pour l'écrasante majorité de la population, la fin du régime castriste serait aussi la fin de l'ordre, l'arrivée de la pègre, du chaos et des inégalités. Cette entreprise de cohérence est reçue avec réprobation tout autant qu'elle accentue l'ambivalence de la figure du *Comandante*. Celui-ci incarne à la fois un ordre coercitif porteur d'injustices et de frustrations et un ordre rassurant face à un inconnu lourd de menaces. « À mon fils de trois ans, je dis ce qu'il peut faire et ce qu'il ne peut pas faire, je lui interdis de toucher quelque chose par exemple, je le préserve pour qu'il ne se fasse pas mal, parce qu'il ne se rend pas compte ; Fidel, c'est un peu la même chose, il te dit ne touche pas ou ne fais pas, mais peut-être qu'il faut qu'il y ait toujours ça, pour que ça ne devienne pas n'importe quoi, un bordel incontrôlable – *un reguero sin salida*. La pertinence du discours politique castriste contribue à une dissolution vertigineuse de la réalité, qui ne se perçoit plus que par rapport à des discours dont la référence se suffit à elle-même. De telle sorte que seule la personne de Fidel Castro comme incarnation du pouvoir et source de la loi maintient l'horizon d'intelligibilité de l'expérience révolutionnaire. A la manière d'une tautologie, la réalité ne se définit dans le quotidien qu'à travers l'effectivité de la lutte comme expérience et comme espoir.

La logique de « la lutte »

« *Centro Habana, Vedado, Estados Unidos et viva Fidel* » : sur le ton de la contrepèterie, Juan résume bien l'espoir qui anime l'ensemble des havanais, et l'obligation de soutenir la Révolution et son *lider*. « Survivre », améliorer sa situation financière, consommer ou quitter le pays sont autant de stratégies qui ne peuvent être menées à bien sans respecter les normes d'adhésion publique à la Révolution.

Si dans un premier temps les salaires ne permettent pas d'assurer la satisfaction des besoins vitaux, ce sont toutes les activités économiques et leurs systèmes de contrôles qui contiennent les brèches propices aux vols, détournements et arrangements internes. Les activités lucratives des uns et des autres sont inextricablement liées à l'activité économique officielle, à partir de laquelle se détermine le fonctionnement de la « seconde économie ». Or, bien que chacun participe d'une manière ou d'une autre à des activités contraires aux lois sur « la protection de l'économie nationale » ou la « propriété collective des moyens de production », il n'en demeure pas moins que cet écart légal et éthique constitue un stigmate. En ce sens, il menace à tout instant de porter préjudice à celui qui le commet, et devient alors un handicap qu'il faut

dissimuler. Certes, la généralisation de transgressions participant d'une obtention mutuelle de bénéfices, établit un équilibre des stigmates et des menaces, cette fois à l'échelle du voisinage, du quartier et du lieu de travail. Mais la mise en mouvement permanente de la société n'autorise aucun sentiment d'assurance car la ligne politique et les règles du jeu sont incertaines. Le laissez-faire dont jouissent les uns et les autres peut être remis en cause à tout moment et des groupes peuvent être d'un coup dépossédés de leur capacité stratégique. Périodiquement, de vastes vagues de répression s'abattent sur les *jinetaras* – prostituées – et trafiquants en tout genre, les *cuentapropistas* sans licence, les employés des *tiendas* – boutiques en dollars – ou tout récemment l'univers de la drogue¹⁷. Pire encore, l'envie suscitée au sein d'une société jadis habituée à des inégalités acceptables, le labeur zélé des *chivatones* et autre gallo *tapado* – délateurs anonymes –, l'illégalité immuable des *inventos*, sont autant d'épées de Damoclès susceptibles de ruiner tout espoir à tout instant. En outre, les différents services de police, dont le rôle s'est considérablement accru depuis quelques années, disposent lorsqu'ils interviennent des informations accumulées et gardées dans l'attente du moment opportun. L'équilibre des stigmates qui prévaut à l'échelle de l'environnement géographique et professionnel n'est donc guère apte à écarter d'éventuelles poursuites judiciaires.

**L'utilisation fonctionnaliste des espaces publics :
un régime perçu comme indépassable**

« Qui va oser critiquer Fidel devant tout le monde ? Tu peux bien te plaindre comme tout le monde dans la *guagua* ou en faisant la queue, mais dire A bas Fidel pour qu'on te mette en prison et que tes enfants soient livrées à eux-mêmes et que ce porc continue de toutes façons à nous gouverner, à quoi ça sert ? Moi je vais pas aux marches, aux réunions du comité ou autre connerie, mais qu'est-ce que tu veux faire de plus ? Tu ne peux pas faire moins que de faire mine d'appuyer Fidel quand on te le demande. » À mesure que les individus ont nécessairement manipulé leurs stigmates pour continuer à lutter, le respect des normes d'adhésion publique à la Révolution s'est constitué en recours stratégique, excluant tout défi au pouvoir de Fidel Castro. Juan se contente d'un minimum en réalité insuffisant : il n'émet aucune critique politique face à des interlocuteurs qui n'auraient pas toute sa confiance. D'autres participent davantage aux programmes révolutionnaires en assistant aux réunions des organisations de masse auxquelles ils appartiennent. Mais l'engagement en faveur de la Révolution englobe bien d'autres activités comme les tribunes ouvertes ou le travail volontaire. Plus que sur le respect des normes de comportement public, qui assouplira les sanctions en cas d'*explote*, la non entrave des activités de lutte par les autorités repose sur un renforcement perpétuel du capital politique. De cette façon, les espaces publics deviennent plus que jamais des espaces de concurrence à la conformité et les relations de pouvoir dont les autorités ont la maîtrise s'appuient sur une utilisation fonctionnaliste des espaces publics par une population qui se conforme stratégiquement à l'iconographie révolutionnaire. Même l'espoir d'accéder à des espaces de ressources

denses offrant des possibilités d'arrangement, ou pire encore, le projet de quitter le pays, sont des freins à la critique de l'ordre castriste. L'accès aux emplois du secteur touristique tout comme l'obtention d'une licence autorisant l'activité « à son propre compte » sont soumis à l'attestation de la « qualité révolutionnaire » du candidat par les rapports des organisations de masse. Quant à la lettre d'invitation, elle n'est avalisée par les autorités que si le candidat satisfait aux normes de comportement révolutionnaire. En outre, une demande de visa auprès de la section des intérêts américains est conditionnée à l'attestation d'une présence familiale aux USA, d'une expérience professionnelle de trois ans dans l'économie officielle cubaine et de l'absence d'antécédents judiciaires relevant d'activités criminelles¹⁸.

De cette manière, le contrôle social exercé par l'élite dirigeante semble immuable tant que Fidel Castro ne se retirera pas du pouvoir : le soutien politique ostensible à la Révolution est non seulement une défense stratégique mais aussi un modèle d'ascension sociale. Il ne reste plus aux autorités que d'orchestrer et de mettre en scène l'engagement révolutionnaire pour en sus totalement atomiser les vellétés d'opposition face à la force du nombre se donnant en spectacle. « Il y a de plus en plus de propagande, à la télé, dans les journaux, les défilés, les tribunes ouvertes, jusqu'où ils vont aller ? »

« Qu'ont-ils fait de l'Homme ? »

La société totalitaire cubaine contient depuis les premières années de la Révolution un ensemble de pratiques qui tout en s'écartant de la légalité socialiste, intègrent les attentes normatives du régime. « Délinquant », Juan illustre pourtant à quel point le fonctionnement social sape les différences entre les groupes et statuts sociaux, pour rassembler les individus dans une lutte aux normes et activités semblables. C'est cette égalité qui est radicale, et non pas la répartition des richesses. Celle-ci est bien au contraire à l'origine d'une différenciation sociale totalement déconnectée de la rhétorique révolutionnaire. À travers le récit de vie de Juan, le pouvoir de Fidel Castro apparaît bien moins lié à la prégnance d'une idéologie ou à l'effectivité d'une terreur meurtrière qu'aux normes de la lutte. Un dispositif légal et institutionnel norme un ensemble d'écarts stratégiques par rapport à la légalité socialiste. A la fois espoirs et stigmates, ils entrent dans un système de manipulation et de dissimulation qui confère le pouvoir à l'élite dirigeante, sans élaborer une mise en sens de l'expérience révolutionnaire. Les multiples contradictions dans le discours de Juan soulignent à quel point le tiraillement entre des logiques contradictoires et fluctuantes aboutit à une absence de perspective politique alternative. Elles montrent aussi comment à la stabilité du pouvoir correspond une altération de la capacité des individus à se représenter comme membres d'une société politique, comme citoyens ou même comme sujets pensants. « L'autre jour j'étais assis dans la rue, et j'entendais deux touristes qui parlaient avec un *jinetero* et qui lui disaient que Cuba avait les meilleurs indices de santé et d'éducation d'Amérique Latine. Ces deux cons se croyaient intelligents alors que Fidel nous saoule avec ça depuis quarante ans. Après, ils parlaient du système capitaliste et disaient que là-bas l'économie marchait mieux, qu'il y avait

plus de développement, et que je sais pas quoi en résumé chaque système avait ses bons et ses mauvais côtés. Tu vois, toutes ces conneries, je m'en fous, parce que ça veut rien dire, je sais même pas de quoi ils parlent. Le communisme, la Révolution, Fidel et les siens – *Fidel y su gente* – je te demande une seule chose : qu'ont-ils fait de l'Homme ? Je te le dis encore : qu'ont-ils fait des hommes ? Qu'ont-ils fait de l'Homme ? »

NOTES

¹. La loi interdit de posséder plus d'une propriété immobilière, et le seul moyen de changer de domicile est d'effectuer une *permuta*, échange de domicile. Les deux parties vont à la *vivienda* – le cadastre, le ministère du logement – de leur municipale, et déposent une demande de *permuta*, après avoir présenté tous les documents requis, parmi lesquels titres de propriété, pièces d'identité, timbres fiscaux, carnets de rationnement, fiches d'état civil, lettres du Comité de défense de la révolution détaillant le nombre d'occupants pour chaque domicile, et croquis de l'architecte de la communauté approuvés officiellement par l'Institut de planification physique. Lorsque les démarches auront abouti, un fonctionnaire notera les nouvelles domiciliations dans les dossiers respectifs de chacun, récapitulant, le cas échéant, tous les déménagements déjà effectués. Dans l'écrasante majorité des cas, les démarches permettant d'effectuer une *permuta* sont pourtant bien plus compliquées. Premièrement, les informations n'étant pas répertoriées, les deux parties sont presque toujours mises en contact par un *corredor de permutas* - un intermédiaire disposant d'adresses de personnes qui cherchent à permuter. Deuxièmement, dans la plupart des cas les individus veulent en réalité acheter ou vendre, et la *permuta* est la seule démarche légale permettant de mener à bien leur projet. Troisièmement, les échanges sont souvent disproportionnés : une maison contre un petit appartement, une chambre contre un deux pièces. Aussi les uns proposent-ils en réalité deux ou trois appartements contre une maison, deux chambres contre un appartement de deux pièces, ou une somme d'argent et un logement contre un logement plus grand. Il faut alors que chaque propriété soit attribuée à une personne différente, donc celui qui échange sa maison contre trois appartements doit en attribuer deux à deux tierce personnes (famille ou ami). Mais la loi fixe à trois foyers le nombre maximum de parties intéressées dans la *permuta* de leurs propriétés respectives, ce qui multiplie encore les démarches et leur contournement. Au niveau de la *vivienda*, la *permuta* peut être refusée sous le prétexte que l'échange est inégal et dissimule des tractations privées. Dans la plupart des cas, il faut donc l'intervention d'un avocat pour préparer un dossier et « démontrer » qu'il n'y a pas de compensation financière. Dans les faits, les deux parties conviennent avec l'avocat d'une somme d'argent que ce dernier et les fonctionnaires de la *vivienda* chargés du dossier, ainsi que le responsable administratif se répartiront, afin que la *permuta* soit autorisée. L'approbation de la *permuta* relevant en dernier lieu des niveaux provincial et national de la *vivienda*, il peut être aussi nécessaire de soudoyer un ou plusieurs fonctionnaires de ces entités. Le *corredor* faisant le lien entre les individus qui vont permuter, l'avocat, les fonctionnaires de la *vivienda* et éventuellement l'architecte qui établit la valeur ou le statut des logements par rapport aux législations sur le patrimoine, il empêche une commission qui s'élève à plusieurs centaines de dollars sur une vente de 5 000 à 8 000 dollars.

². Divers employés d'usines volent par exemple du bois, des matelas, du ciment ou du plâtre, qu'ils revendent au marché noir. Mais comme souvent, revendre ce que l'on vole à partir de son lieu de domicile accroît le risque d'être découvert et attire les regards. Si un acheteur est interpellé par la police, c'est avec une grande facilité que celle-ci retrouvera le fournisseur. Dans cette perspective, les frères de Juan servent d'intermédiaire entre ces individus et des charpentiers, des fabricants de meubles ou des particuliers. Ils achètent par exemple la mousse de matelas (1,80 m x 1,20 m) à 10-15-20 dollars (revendue entre 15 et 30 dollars), le bois de cèdre à 1-3 dollars le kilo selon la qualité (revendu à 2-4 dollars), le plâtre à 15 pesos la livre (revendue à 25).

³. Il existe trois monnaies en circulation à Cuba : le dollar américain, le peso convertible (dit *chavito*), utilisable seulement à Cuba, et qui vaut un dollar américain, et le peso cubain (26 pesos = 1 USD au 31 mars 2003). Certains *jineteros*, remarquant que les *puntos* qu'ils ont abordés dans la rue viennent juste de poser le pied à Cuba, se lancent dans une grande explication politique, sociologique et économique de la dernière décennie révolutionnaire.

Soulignant les disparités sociales, la dollarisation de la consommation et l'espoir de quitter le pays, nourri par l'essentiel de la population, ils expliquent que les *guajiros* autorisés à vendre leurs produits dans les marchés dit *agropecuarios* accumulent des sommes d'argent considérables. Etalant les palabres sur plusieurs heures, tout en guidant les touristes à travers la Havane, ils attendent le moment opportun pour préciser que ces *guajiros* cherchent à quitter le pays illégalement et que comme le gouvernement change leurs pesos cubains en pesos convertibles, et non en dollars, ces mêmes *guajiros* ont besoin de dollars et changent leurs pesos convertibles au taux de deux pour un dollar. Si le touriste est *enganchado* – accroché – les *jineteros* l'emmènent chez un de ces supposés *guajiros* – un complice – qui effectue le change avec des pesos cubains. Les dollars sont ensuite répartis entre les différents protagonistes. Les escrocs les plus subtils attendent par exemple que les touristes proposent de boire un verre, que ces derniers se feront un honneur de payer, tout naturellement avec des dollars américains. Les *jineteros* sortiront alors en catastrophe un billet en pesos convertibles qu'ils tendront d'un éclair au serveur – parfois complice – tout en récupérant le billet vert qu'ils rendront au touriste. Ils demanderont en plaisantant à celui-ci s'il est le fils de Berlusconi, s'il s'agit d'un italien, s'il est le fils de Rotschild, s'il s'agit d'un français, s'il est le fils de Bill Gates s'il s'agit d'un américain, pour introduire le fait qu'il dépense inutilement de l'argent. Brouillant les repères géographiques des *gil* – pigeons – en intervertissant le nom des quartiers et des rues, il les emmènent parfois dans des magasins flambants neufs et interpellent un employé – leur complice, impeccablement habillé – en lui demandant si son père – le supposé *guajiro* – « se trouve par ici ». Le complice les emmène alors chez son « père », et les *gil* n'ayant pas eu le temps de voir le billet avec lequel ont été payés les verres, ne se rendent pas compte que ce sont cette fois des pesos cubains qu'on leur donne. Les *jineteros* disent d'ailleurs souvent en plaisantant que « Fidel (les) aide », puisqu'il existe les anciens billets, sur lesquels on peut lire « convertible au taux fixé par le cours de l'or », et les nouveaux billets sur lesquels cette mention a été supprimée. Un touriste pris de doute sera souvent convaincu lorsqu'on lui montrera la différence entre « les pesos cubains » (les nouveaux billets) et les « pesos convertibles » (les anciens). Dans la plupart des cas incapables de se souvenir de l'endroit où ils ont été emmenés, les *yumas* – étrangers – n'auront de toutes façons pas gain de cause puisque la Police Nationale Révolutionnaire ne considère pas cette pratique comme une *arnaque* ou un acte répréhensible par la loi : les deux parties ont procédé à un échange sur lequel elles se sont mises d'accord au préalable. Le délit n'est pas juridique mais moral.

⁴. Des *jineteros* ramenant des touristes dans des bars et cafétérias d'État où les boissons sont facturées en pesos cubains conviennent avec les serveurs et gérants que ceux-ci fixent oralement à 3, 4 ou 5 dollars le prix d'un cocktail à base de rhum qui coûte 6 à 10 pesos cubains. Les gains sont ensuite répartis entre les protagonistes de la *jugada*.

⁵. « Mettre une amende » : les *jineteras* demandent à l'homme de leur payer un verre, font mine d'aller l'acheter au bar avec l'argent que le *gil* a bien voulu leur remettre, et disparaissent en fait cinq minutes aux toilettes, empochant quelques billets. Cette pratique concerne tous les « standings » de prostitution, une *jinetera chanclatera* – de *chanclata* : « tong » ou sandales – pouvant demander un *refresco* – boisson gazeuse en canette – pour son fils de un an. La *multa* ne concerne d'ailleurs pas que la prostitution, et s'applique à des cas on ne peut plus divers : celui qui obtient de l'argent d'une personne à qui il a fait croire par exemple qu'il avait besoin d'acheter de l'insuline pour sa tante, celui qui demande et obtient une cigarette alors qu'il a un paquet dans sa poche, la caissière d'une *tienda* qui facture un article au-delà de son prix...

⁶. « Ils ont resserré les choses, et la fille a disparu. »

⁷. Une loterie organisée officiellement à Miami – Hugo Chavez a interdit récemment celle qui était organisée au Venezuela – sert de référence à la *bolita* cubaine. Des individus possédant une importante « trésorerie » constituent une *banque* – innombrables à l'échelle de Cuba. Les *recogedores* – plus nombreux encore – sont les individus qui passent chez les particuliers pour récolter l'argent et noter - *apuntar* - les « mises » de chacun. Les résultats du tirage sont communiqués par les radios émettant de la Floride et confirmés par téléphone, ne laissant place à aucun litige. Trois nombres sont tirés. On peut miser sur un chiffre quelque soit sa position dans l'ordre d'apparition des trois - *corrido*, rapportant 25 fois la mise – et sur un nombre fixe – *fijo*, rapportant 75 fois la mise –, ou faire un *cadena* – un *candado*. Dans ce cas, on doit miser sur des nombres fixes. Si on fait un *candado* à un nombre, le gain est de 800 fois la mise; si on fait un *candado* à deux chiffres, le gain est de 1 600 fois la mise, et si le *candado* est complet, le gain est de 2 400 fois la mise. Le *recogedor* empoche 20 % des gains sur les mises *corrido* et *fijo*, et 30 % sur les *candados*.

Pratiquement tout cubain a déjà joué à la *bolita*, et plus que jamais le jeu est suivi avec assiduité.

⁸. Jeu de carte dont le but consiste à former une, deux paires ou un brelan, et qui comprend trois distributions de cartes successives. Avant chaque distribution de cartes, les joueurs doivent miser. Selon les cercles de joueurs, on mise quelques pesos, ou quelques dizaines de pesos. Le propriétaire de l'endroit où a lieu la partie prélève régulièrement quelques pesos et peut récolter de 20 à 100 pesos dans la journée.

⁹. On peut parier sur le résultat final ou sur une *carrera* particulière, et les gains dépendent des cotes de chaque équipe.

¹⁰. « Ce n'est pas facile » : tic de langage qui ponctue souvent les phrases des cubains.

¹¹. On appelle *corporación*, à Cuba, les firmes étrangères comme *Peugeot* ou *Iberia* qui emploient des cubains « fournis » par les entreprises d'Etat – qui dépendent souvent de l'armée –, *Cimex*, *Cubanacán*, *Gaviota*... Ces entreprises prélèvent aux firmes un salaire en dollars, qu'elles reversent aux employés cubains à hauteur de 5 à 10 %, en pesos cubains ou pour partie en dollars. La plupart de ces employés reçoivent 100 voire plusieurs centaines de dollars « de la main à la main », pour s'assurer de leur efficacité et de leur honnêteté.

¹². Eusebio Leal est « l'historien de la ville » et dirige le programme de réhabilitation et de rénovation de la vieille Havane, classée patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO, laquelle finance les travaux. *El pelón* travaille sur ces chantiers et vole peinture, plâtre et ciment qu'il revend au marché noir.

¹³. Etecsa, la compagnie des téléphones cubaine impose de lourdes démarches administratives pour attribuer une ligne téléphonique. De nombreux titulaires de lignes font donc mettre une « extension » à des voisins, qui payent une somme mensuelle pour le service (autour de 10 dollars en général).

¹⁴. Lewis O., Lewis R., Rigdon S., *Four Men : Living the Revolution, An Oral History of Contemporary Cuba*, Urbana, University of Illinois Press, 1977. À travers la mise en scène de récits de vie recueillis à La Havane en 1969 et 1970, Oscar Lewis s'intéressait au processus révolutionnaire en tant que transformation de la société sous l'impact de nouvelles institutions et de nouvelles valeurs culturelles.

¹⁵. De *socio* – ami, collègue.

¹⁶. Les individus ayant des antécédents pénaux se voient apposer sur leur carte d'identité un signe discret (en général une petite croix).

¹⁷. À Varadero (Mecque du tourisme cubain) en janvier 1996, plus de 7 000 prostituées ont été arrêtées ou renvoyées chez elles. En janvier 1999, c'est à La Havane que la répression c'est soudainement abattue sur les prostituées et trafiquants, en même temps que la présence policière dans les rues s'est considérablement accrue. En janvier 2003, c'est la « guerre à la drogue » qui est déclarée : fouilles, confiscations de biens et arrestations, appuyées par de nouvelles lois, « nettoient » La Havane du fléau. La campagne policière s'attaque également aux personnes louant illégalement leurs logements.

¹⁸. « Vice crimes » en anglais.